

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Annee-clef-pour-Amerique-Latine-avec-dix-elections-que-peuvent-changer-des-femmes>

Année clef pour Amérique Latine avec dix élections que peuvent changer des femmes.

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : jeudi 1er décembre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La victoire, encore en discussion, de Manuel Zelaya au Honduras inaugure 13 mois d'élections présidentielles latino-américaines qui peuvent donner une autre configuration à cet ensemble de pays

D'ici la fin de l'année il y aura trois autres convocations aux urnes, celle du Chili (11 décembre), celle de la Bolivie une semaine après, et Haïti (peut-être le 27, bien que sans certitude).

Tout au long de 2006, au cours du premier semestre, sont programmées les élections du Costa Rica (5 février), du Pérou (9 avril) et de la Colombie (25 mai).

Dans la seconde moitié de l'année, viendront celles du Mexique (2 juillet), puis le Brésil (1 octobre), l'Équateur (octobre), le Nicaragua (5 novembre) et le Venezuela (décembre). La complexité de tous ces processus a été démontrée avec la participation aux urnes des honduriens, le rejet immédiat du Parti National, le triomphe de ses antagonistes libéraux.

Zelaya, avec 50.61% des votes, a dépassé Porfirio Lobo, le dirigeant du Parti National (44.31%), selon des données des enquêtes à la sortie des urnes. Les élections, auxquelles devaient prendre part quatre millions de personnes, ont connu un fort taux - 40% - d'abstentionnisme, une caractéristique qui paraît enracinée pour toujours dans la région.

Le conflit entre les deux partis qui ont été en alternance au pouvoir hondurien depuis plus d'un siècle, a fait que les forces armées furent déclarées en état d'alerte pour "garantir le gouvernement", selon une déclaration officielle. Ces élections du Honduras ont établi, peut-être, les bases de ce qui préfigure pour une région qui a résisté de manières et à des degrés variés à la tutelle américaine.

Dans l'ensemble, les processus démocratiques programmés pourraient offrir de nouveaux éléments sur le cours de la politique régionale, parce que la confrontation avec les Etats-Unis ne se résume pas à un profil unique.

La BBC a jugé que "l'Amérique latine est aujourd'hui une région très différente à celle d'il y a 20 ou 30 ans" avec la consolidation de la voie électorale et la disparition des régimes militaires.

En outre, que les sociétés changent avec "un plus grand niveau d'urbanisation, la population est chaque fois plus jeune, la modernisation est chaque fois plus présente". Mais, cet influent média ne peut cesser d'admettre qu'il y a un déficit démocratique qui génère un grand mécontentement vers le système et le retard des droits humains, sociaux et culturels.

La violence sociale continue à croître dans une bonne partie de la région (le Brésil dénombre 100 morts par arme à feu par jour, un indice beaucoup plus élevé que dans beaucoup de guerres). Les trafiquants de drogues illégales exercent leur influence parfois sur des pays entiers, la pornographie infantile atteint des niveaux insoupçonnés et alarmants et il y a pas, non plus, d'amélioration dans la situation désespérée des droits de la femme.

La corruption est astronomique, la plus élevée parmi toutes les régions du monde. Toutes ces pistes ramènent à une cause première : la profonde inégalité latino-américaine. Sur de telles bases se structure la progression de la gauche avec toutes ses nuances, à partir de programmes alternatifs au néolibéralisme imposé par les Etats-Unis et

de schémas d'intégration, opposés au "Consensus de Washington".

Ce schéma forçait à libéraliser et à privatiser les économies, avec des résultats calamiteux, en causant 220 millions de pauvres (dont 100 millions dans l'extrême pauvreté), sur une population totale de 550 millions. En outre, avec un PIB par habitant et des revenus par tête embourbés pendant deux décennies, à quatre mille dollars annuels, avec des inégalités sociales les plus aiguës de la planète.

Aujourd'hui, l'Amérique latine est comparée à l'Afrique Sub-saharienne, occupant les pires places au monde dans l'inégalité sociale et l'administration de George W Bush a oublié sa promesse de donner la priorité à ce qu'on appelle le sous-continent. La Maison Blanche de Bush a insisté sur le schéma annexionniste de l'ALCA ; en dépit de l'opposition manifeste des gouvernements et de sociétés latino-américaines.

Après le récent Sommet des Amériques à Mar del Plata, le président vénézuélien Hugo Chavez a annoncé que ce plan, hypothétiquement basé sur le libre commerce, était définitivement enterré. Ainsi, Chavez s'est attiré les foudres de l'équipe néoconservatrice qui verrouille la politique officielle américaine et qui prend comme prétexte les relations de la Révolution Bolivarienne avec Cuba et d'autres pays considérés ennemis.

À Brasilia, en rencontrant le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, Bush a essayé de d'amplifier la stratégie subversive (tentatives de renversement de Chavez, appui à l'opposition) sur d'autres terrains. Là bas, il a essayé de trouver un allié pour se défaire de Chavez, mais a rencontré, comme dans d'autres pays, peu d'intérêt de se faire un ennemi de quelqu'un qui a proposé de programmes effectifs d'intégration.

Les accusations d'appui vénézuélien à des groupes radicaux dans des nations sud-américaines comme l'Équateur ou la Bolivie n'ont pas été prouvées. Sur le plan électoral, des politiciens vénézuéliens ont accusé à l'ambassade des Etats-Unis à Caracas de tirer les ficelles de la campagne de « Súmate para boicotear » (Joigne-toi pour boycotter) les élections parlementaires du 4 décembre.

Le président de l'Assemblée Nationale, Nicolás Maduro, les membres de « Súmate » (Joigne-toi) veulent créer un courant de méfiance publique pour détruire le fonctionnement institutionnel vénézuélien et saboter les élections.

Maduro a révélé que cette organisation a dépensé plus de 230 000 dollars pour la campagne et a appelé les vénézuéliens à "garantir le vote et la paix, avant, pendant et après le 4 décembre.

Parmi les élections qui concentrent le plus l'attention des analystes régionaux, il y a les boliviennes, avec le candidat de gauche Evo Morales en tête des sondages. Le candidat du Mouvement au Socialisme (MAS) a reçu 30.1% d'appui de l'électorat dans une enquête récente, une légère augmentation sur le 29.9% précédent.

Morales devance l'ex président Jorge Quiroga (27.5%) et le chef d'entreprise Samuel Doria, d'Unité Nationale (12.9%). Quiroga, héritier de l'ex dictateur Hugo Bánzer, a obtenu pour la première fois une petite avance, les jours derniers en enlevant des votes à Doria, qu'il a exhorté à renoncer.

Mais, Doria maintient ses aspirations et a refusé d'accepter l'injonction de l'autre candidat de la droite, formulée seulement pour nuire à Morales. Le candidat d'Unité Nationale a riposté que celui qui doit renoncer est Quiroga, pour vouloir servir les intérêts américains quand il a annoncé qu'il négociera un traité de libre commerce.

Quiroga a aussi manoeuvré de façon infructueuse pour qu'on permette un second retour non prévu dans la Constitution si aucun candidat n'atteint la majorité absolue. Le MAS a précisé qu'il ne se prêtera aux plans de

Année clef pour Amérique Latine avec dix élections que peuvent changer des donnes.

Quiroga pour un débat public avec Morales, parce que cela fait partie seulement de leur campagne diffamatoire et de mensonges.

Avec des schémas plus ou moins semblables, il faudra attendre les élections du Mexique, où Manuel López Obrador, le candidat du Parti de la Révolution Démocratique (PRD) paraît avoir les plus grandes chances, et au Nicaragua (avec Daniel Ortega peut-être dans un possible retour à la présidence).

La Colombie fait face aux tentatives du président Alvaro Uribe pour se faire réélire, tandis que les élections de Haïti sont placées sous l'influence d'un régime imposé par les USA après avoir expulsé par la force le président constitutionnel Jean-Bertrand Aristide.

Une année réellement agitée, où les urnes testeront deux chemins, le néolibéral, qui n'a montré que peu ou aucune efficacité, ou une alternative que les Forums Sociaux résumant dans la consigne, "Un monde meilleur est possible".

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* : Estelle et Carlos Debiasi

[World Date Service](#), 29 novembre 2005.